

République du Bénin

-----  
**Cour constitutionnelle**  
-----



**GREFFE**

N° 099 / CC/GEC

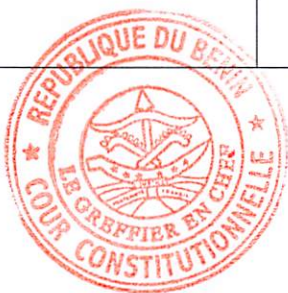
**DEUXIEME CHAMBRE DE MISE EN ETAT  
RÔLE DU MARDI 03 DECEMBRE 2024  
A 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle  
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
01	0593/112/REC-24 du 15/03/24	Alain Louis CODJIA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Président de la chambre judiciaire de la Cour de suprême</li> <li>- Président de la Cour d'Appel de Cotonou</li> </ul>	Recours en inconstitutionnalité des arrêts n°096/20 du 14 juillet 2020 de la cour d'Appel de Cotonou et n°2020/116/C1-OF de la Cour Suprême.	
02	0759/126/REC-24 du 04/04/2024	Baboukari I. D. BELLO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention abusive et violation de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.	
03	1021/175/REC-24 du 15/05/2024	Ali Mouhamadou TCHEDE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention abusive, vice de procédure et violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
04	1022/176/REC-24 du 15/05/2024	Gado SAAGUI	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention abusive, vice de procédure et violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
05	1066/183/REC-24 du 23/05/2024	Baboukari I. D. BELLO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	



<b>06</b>	1067/184/REC-24 du 23/05/2024	Ousmane DICKO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
<b>07</b>	1086/188/REC-24 du 27/05/2024	Benjamin MEGBLETO	Procureur de la République près le tribunal de première instance de deuxième de classe de Lokossa	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
<b>08</b>	1132/197/REC-24 du 03/06/2024	Hugues FAIHUN	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour violation des droits fondamentaux.	
<b>09</b>	1447/253/REC-24 DU 16/07/2024	Edgard MELE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains et du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
<b>10</b>	1460/255/REC-24 du 17/07/2024	Angelo M. d'ALMEIDA	Maire de la Commune d'Allada	Recours pour expropriation pour cause d'utilité publique sans préalable dédommagement.	



11	1479/257/REC-24 du 19/07/2024	Francisco DJOSSOU	Juge d'instruction du cinquième cabinet du tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
12	1684/311/REC-24 du 13/08/2024	Charles HECHILY	Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Recours pour détention arbitraire.	
13	1721/313/REC-24 du 18/08/2024	Jean DAGUE	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
14	1726/314/REC-24 du 19/08/2024	Béto BARGA BELLO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention anormalement longue, vice de procédure et violation de droits humains.	
15	1835/332/REC-24 du 12/09/2024	Pascal AMANKPO	Ministère de l'intérieur et de la Sécurité Publique.	Recours contre l'arrêté interministériel ANNEE 2023 N°270/MISP/MEF/DC/SGM/DGPR/SA/085S GG23 du 14 Novembre 2023 pour violation de la Constitution.	



**NOUVELLES AFFAIRES**

<b>16</b>	1901/345/REC-24 du 20/09/2024	Judicaël GLELE AKPOKPO	Assemblée nationale	Recours pour violation des articles 122, alinéas 1, 2 et 3, du règlement intérieur de l'Assemblée nationale.	
<b>17</b>	1902/346/REC-24 du 20/09/2024	Judicaël GLELE AKPOKPO	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	Recours pour violation des articles 27, alinéa 3 et 56 de la Charte des partis politiques en République du Bénin.	
<b>18</b>	1991/364/REC-24 du 08/10/2024	Tétédé Henri AGOSSOU	Ministère du Travail et de la Fonction Publique	Demande de reversement dans la fonction publique.	
<b>19</b>	2009/367/REC-24 du 11/10/2024	Sa majesté Nicoué Kpatakatakou II, Jean-Claude José da SILVA	Maire de la Commune de Grand-Popo	Recours pour violation de la Constitution.	



20	2036/372/REC-24 du 16/10/2024	M. Lénaïc Ridouane AGOSSOU	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Directeur général de MTN Bénin</li> <li>- Directeur général de la Société Etisalat Bénin</li> <li>- Directeur général de Celtis Bénin</li> <li>- Président de l'Autorité de régularisation des communications électroniques et de la poste</li> </ul>	Recours pour violation de l'article 6 du décret n°2013-393 du 30 septembre 2013 portant conditions de jouissance des avantages liés à la carte de presse.	
21	2048/375/REC-24 du 18/10/2024	Pagnol Machiavel ADJAHO	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle	Recours pour violation des articles 26 et 35 de la Constitution.	
22	2099/383/REC-24 du 29/10/2024	François LAMISSI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maître Marie Joséphine N'GOH</li> <li>- Robert Fidèle LAMISSI</li> </ul>	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit de partage successoral.	
23	2152/390/REC-24 du 05/11/2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moubarak TAROU</li> <li>- Georges ATCHAMOU</li> </ul>	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
24	2153/391/REC-24 du 05/11/2024	Amadou BOUBE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



25	2154/392/REC-24 du 05/11/2024	Comlan Sébastien SOSSOU	Président de la cour d'Appel de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
----	----------------------------------	-------------------------	--	--	--

Cotonou, le 28 NOV 2024

Le Greffier en chef,



**Sylvestre FARRA**